

# ECO-BUSINESS

20 Avril 2024

[www.lodj.ma](http://www.lodj.ma)

**LE MAROC SE DOIT D'ALLUMER TOUS LES  
MOTEURS DE CROISSANCE SUPPLÉMENTAIRES**



**LE MAROC DOIT IMPÉRATIVEMENT SE POSITIONNER  
COMME LEADER DANS LE SPORTS TECH ET LE SPORT  
NEXTGEN**



# LODJ.TV

## LA WEB TV ECO & ECO



LA WEB TV QUI ALLIE ÉCONOMIE ET ÉCOLOGIE,  
POUR UN AVENIR DURABLE !

# +150.000

## Télespectateurs / mois

**+ 20**  
**Émissions**

**+ 500**  
**Épisodes**



SCAN ME!

# Sommaire

**Appel à manifestation d'intérêt pour les "Fonds Startups"**



**La problématique du "coût vert" sur les classes moyennes**



**L'industrie aéronautique marocaine s'envole**



**BYD : Guerre des prix et subventions chinoises pour écraser le marché des VE ?**



**Le Maroc doit impérativement se positionner comme leader dans le Sports Tech et le sport NextGen**

**Le Maroc se doit d'allumer tous les moteurs de croissance supplémentaires**



**Concurrence internationale pour la future Ligne à Grande Vitesse Marrakech-Agadir**

**La demande mondiale de pétrole révisée à la baisse**



# Édito en vidéo

Seul 7% de la population mondiale appartient au "Groupe Privilégié"

La population actuelle de la Terre est d'environ 8 milliards d'habitants. C'est juste un grand nombre pour la plupart des gens mais en termes de pourcentage, on peut l'apprécier dans une dimension plus humainement.



# Le Maroc doit impérativement se positionner comme leader dans le Sports Tech et le sport NextGen

Le secteur du sport mondial est à l'aube d'une révolution technologique, où le Sports Tech et le sport NextGen, alimentés par les avancées du Web3, de la blockchain, du Metaverse et de l'intelligence artificielle, redéfinissent les contours de l'industrie. Le Maroc, à travers son ambition d'organiser la Coupe du Monde de football en 2030, a une occasion en or de se positionner comme un leader incontesté dans ce nouvel eldorado sportif.



## Une opportunité de diversification économique et renforcement de la position du Maroc sur la scène mondiale

Traditionnellement dépendants des secteurs comme l'agriculture et le tourisme, les pays d'Afrique du Nord, et en particulier le Maroc, cherchent à diversifier leurs économies.

Le secteur sportif, en particulier le Sports Tech et le sport NextGen, offre une voie lucrative. Inspiré par les stratégies des pays du Moyen Orient, le Maroc peut tirer parti de son expérience en matière d'organisation de grands événements sportifs et de son potentiel en tant que hub technologique pour capitaliser sur cette industrie florissante.

## Le Maroc se doit d'allumer tous les moteurs de croissance supplémentaires

### Le Terrain de Jeu Idéal pour le Sports Tech

L'organisation d'une Coupe du Monde n'est pas seulement un événement sportif, mais aussi une vitrine technologique mondiale. Le Maroc peut utiliser cet événement pour démontrer ses capacités en matière de nouvelles technologies appliquées au sport. En investissant dans des infrastructures numériques et en favorisant l'émergence d'incubateurs de start-ups dédiées au Sports Tech, le Maroc pourrait se positionner comme un point névralgique pour l'innovation dans le sport.

Le succès des pays du Moyen Orient, avec leurs investissements massifs dans le sport via des fonds souverains, offre un modèle que le Maroc pourrait imiter. En créant des partenariats stratégiques avec des investisseurs internationaux et en favorisant un climat d'entreprise attractif, le Maroc pourrait attirer des fonds considérables dédiés au développement de technologies sportives de pointe.

L'engagement envers le sport NextGen va au-delà de l'aspect financier. Il s'agit de créer une expérience immersive pour les fans, qui soit durable et communautaire. Le Maroc pourrait innover en intégrant des solutions basées sur le Web3 pour améliorer l'expérience des supporters, que ce soit à travers des interactions virtuelles ou des récompenses numériques, augmentant ainsi la valeur des clubs et des événements sportifs à long terme.

# Le Maroc doit impérativement se positionner comme leader dans le Sports Tech et le sport NextGen



L'organisation de la Coupe du Monde pourrait également servir de catalyseur pour renforcer la position du Maroc en tant que leader africain dans le domaine des technologies numériques et du sport.

Cela pourrait stimuler le tourisme sportif et positionner le Maroc comme un lieu privilégié pour les événements sportifs internationaux futurs, tirant parti de sa position géographique stratégique entre l'Europe et l'Afrique.

L'opportunité pour le Maroc de devenir un centre mondial pour le Sports Tech et le sport NextGen est immense, en particulier avec l'organisation potentielle de la Coupe du Monde 2030.

Pour saisir cette opportunité, une stratégie bien orchestrée impliquant des investissements judicieux, des partenariats stratégiques et un engagement envers l'innovation et le développement durable est cruciale.

Le Maroc a la chance de redéfinir son économie et de jouer un rôle de premier plan dans l'avenir du sport mondial.

**Le Sports Tech et le sport NextGen représentent deux concepts en pleine expansion dans le domaine sportif, mettant en évidence l'influence croissante de la technologie et des innovations numériques dans les pratiques sportives.**



**Le Maroc se doit d'allumer tous les moteurs de croissance supplémentaires**

# Le Maroc doit impérativement se positionner comme leader dans le Sports Tech et le sport NextGen

Ces termes englobent une variété de technologies et d'approches qui visent à transformer l'expérience sportive pour les athlètes, les entraîneurs, les fans et les organisations. Voici une exploration de ce que chaque terme représente :

**Sport NextGen**, quant à lui, fait souvent référence à la prochaine génération de pratiques sportives, intégrant des technologies de pointe pour créer de nouvelles formes de compétition et d'engagement. Cela comprend :

- Technologies Web3 : Utilisation de la blockchain pour des applications comme les billets numériques sécurisés, la collecte de fonds par le biais de tokens non fongibles (NFTs) représentant des objets de collection ou des moments sportifs exclusifs, et même la gestion de la gouvernance des fans.
- Intelligence Artificielle (IA) : Emploi de l'IA pour des simulations et des prédictions de matchs, entraînements personnalisés, et automatisation des commentaires sportifs en temps réel.
- Réseaux sociaux et plateformes de streaming : Développement de réseaux dédiés au sport pour le streaming en direct des événements, la création de contenus exclusifs par les fans et les interactions sociales enrichies.
- Innovations dans les équipements : Création de matériel sportif intelligent, comme des chaussures de course qui enregistrent les données de performance ou des ballons de football équipés de capteurs pour suivre leur trajectoire précise.

Ensemble, le Sports Tech et le sport NextGen ne se contentent pas d'améliorer les aspects traditionnels du sport, mais ils ouvrent aussi la porte à des formats entièrement nouveaux et à une interaction renforcée entre les participants et les spectateurs.

Ces technologies représentent non seulement une avancée en termes de performance et d'efficacité, mais elles transforment également la manière dont les sports sont consommés et appréciés à l'échelle mondiale.

**Sports Tech** fait référence à l'utilisation des technologies avancées pour améliorer les performances sportives, la gestion des événements, l'engagement des fans, et d'autres aspects de l'industrie du sport. Cela inclut :

- Analytique de performance : Utilisation de capteurs, de dispositifs portables et de systèmes d'analyse de données pour collecter et analyser des informations précises sur les performances des athlètes. Cela aide à optimiser les entraînements et à prévenir les blessures.
- Amélioration de l'expérience des fans : Applications mobiles, réalité virtuelle (VR) et réalité augmentée (AR) qui offrent aux spectateurs des expériences immersives, comme visualiser un match en 3D ou obtenir des statistiques en temps réel pendant un événement.
- E-sport et jeux interactifs : Développement de plateformes de compétition en ligne et d'interfaces où les utilisateurs peuvent s'engager activement dans des sports virtuels.
- Gestion d'événements : Solutions logicielles qui automatisent et optimisent l'organisation et la gestion d'événements sportifs, de la billetterie à la sécurité.



# Appel à manifestation d'intérêt pour les "Fonds Startups"

**Le FM6I lance un appel à manifestation d'intérêt pour sélectionner les sociétés de gestion appelées à créer et gérer les "Fonds Startups"**

**La date limite de dépôt des dossiers de candidature par les soumissionnaires en réponse au cahier des charges est fixée au 1er juillet 2024 à 23h59.**

Le Fonds Mohammed VI pour l'Investissement (FM6I) a annoncé, lundi, le lancement d'un appel à manifestation d'intérêt pour la sélection de sociétés de gestion appelées à créer et gérer des fonds dédiés aux startups (les "Fonds Startups") et ce, conformément aux dispositions de la loi n°76-20 portant création du Fonds.

Cet appel à manifestation d'intérêt, préparé en concertation avec le ministère de la Transition numérique et de la Réforme de l'administration et la Caisse de Dépôt et de Gestion (CDG), proposera des solutions innovantes aux sociétés de gestion en vue d'accélérer leurs levées de fonds à l'échelle nationale et internationale.

La conjugaison de ces efforts vise à accroître les volumes de financement disponibles à destination des startups, dans une optique de soutenir le développement d'un écosystème marocain de startups à vocation internationale.

Les "Fonds Startups" sont destinés à offrir des solutions de financement adaptées aux différents stades de développement des startups marocaines et à permettre l'émergence de futurs leaders marocains dans l'innovation et les nouvelles technologies. Cette initiative contribuera à positionner le Maroc en tant que plateforme de stimulation de l'innovation au profit de l'économie nationale et au rayonnement international.



Ces fonds devront avoir pour objet d'investir, par apport en fonds propres ou quasi-fonds propres, dans des entreprises innovantes à fort potentiel de croissance (startups), la notion d'innovation s'appréciant au sens large, notamment par la nature des technologies développées et/ou par le business model retenu.

Par ailleurs, les startups éligibles aux investissements des "Fonds Startups" pourront être soit des entités de droit marocain ou des entités de droit étranger pouvant justifier d'un lien économique et/ou social substantiel avec le Maroc. Ils pourront être généralistes ou spécialisés dans des secteurs spécifiques (e.g., fintech, edtech, agritech, etc.), et pourront couvrir un ou plusieurs stades de financement (e.g., Pre-Seed, Seed, Présérie A, Série A, etc.).

Les sociétés de gestion de ces fonds seront quant à elles sélectionnées en fonction notamment de la qualité de leurs équipes, la robustesse des performances réalisées dans la gestion de fonds similaires et leur capacité à mobiliser des fonds auprès d'investisseurs locaux ou étrangers. Elles devront également s'engager à adopter les meilleurs standards de l'investissement responsable, notamment en matière d'ESG au sein des startups investies.

Les modalités de retrait du cahier des charges, régissant le processus de sélection des sociétés de gestion des "Fonds Startups", sont précisées sur le site web du Fonds Mohammed VI pour l'investissement "[www.fm6i.ma](http://www.fm6i.ma)".



## Ghita Mezzour préside la cérémonie de signature d'un protocole d'accord pour le lancement de mécanismes innovants de financement à destination de fonds startups



Ce protocole d'accord reflète la volonté commune de dynamiser l'écosystème des startups au Maroc en favorisant l'émergence d'une industrie nationale du capital amorçage et du capital-risque. Il vise le lancement d'une offre de financement innovante à destination des startups dans les phases critiques de leur croissance.



Cette offre de financement s'inscrit dans le cadre de la stratégie nationale de développement du numérique, et plus principalement l'« Offre Startup Maroc » qui prévoit un continuum de soutien financier et technique tout au long du cycle de vie des startups par notamment l'octroi de bourses de vie, de subventions, de prêts et d'assistance technique aux opérateurs.



Dans le cadre de cet accord, un appel à manifestation d'intérêt a été lancé par le FM6I en partenariat avec la CDG et le MTNRA pour la sélection de sociétés de gestion chargées de créer et gérer des fonds dédiés aux startups.



Le FM6I et la CDG investiront conjointement dans les fonds startups sélectionnés de manière commune.

Pour sa part, le MTNRA mettra en place un mécanisme de couvertures des premières pertes afin d'encourager et développer l'investissement de ces fonds dans des startups marocaines.

# La problématique du "coût vert" sur les classes moyennes

Les classes moyennes sont particulièrement touchées par cette transition énergétique.

L'augmentation du coût de l'énergie décarbonée pose un défi complexe, exacerbé par le contexte économique difficile pour les classes moyennes. Une approche équilibrée et socialement juste est essentielle pour que la transition énergétique soit réussie et acceptée par tous. La route est semée d'embûches, mais l'enjeu d'une planète plus propre et d'une société plus équitable mérite que l'on explore toutes les avenues possibles pour résoudre cette équation difficile.

## Le coût de l'énergie décarbonée impacte les classes moyennes

L'augmentation du coût de l'énergie décarbonée et ses répercussions sur les classes moyennes qui font face à une situation économique de plus en plus difficile, caractérisée par le chômage et l'inflation, représentent un dilemme majeur pour les sociétés modernes. Cet article explore les dimensions de cette problématique et propose des pistes de réflexion sur les réponses possibles.

L'énergie décarbonée, qui inclut les technologies solaires, éoliennes, hydroélectriques, et d'autres formes d'énergie renouvelable, est cruciale pour répondre aux défis du changement climatique. Toutefois, le passage à ces sources d'énergie entraîne des coûts initiaux élevés en raison de la recherche, du développement et de l'infrastructure nécessaires. Par exemple, la construction de parcs éoliens ou l'installation de panneaux solaires implique des investissements substantiels qui sont souvent répercutés sur les factures d'énergie des consommateurs.

## Les classes moyennes sont particulièrement touchées par cette transition énergétique.

Déjà éprouvées par un taux de chômage qui reste préoccupant dans de nombreux pays et une inflation qui érode leur pouvoir d'achat, elles se retrouvent confrontées à une hausse des coûts de l'énergie qui pèse lourdement sur leur budget. Le chômage limite leur capacité à absorber de nouvelles dépenses tandis que l'inflation généralisée, touchant à la fois les produits de base et les services, réduit leur capacité d'épargne.

## La problématique du "coût vert"

Le concept de "coût vert", c'est-à-dire le prix à payer pour une transition écologique, devient un sujet de tension sociale. Les politiques de subvention de l'énergie décarbonée, bien que nécessaires pour atteindre les objectifs climatiques, peuvent paradoxalement accentuer les inégalités socio-économiques si elles ne sont pas accompagnées de mesures d'aide ciblées pour les populations les plus vulnérables. La question se pose alors de savoir comment équilibrer la transition énergétique avec la justice sociale.

Nécessité de réponses techniques, politiques et économiques pour un équilibre durable et soutenable. Pour répondre à ces défis, plusieurs stratégies peuvent être envisagées. Premièrement, augmenter les aides directes aux consommateurs les plus affectés pourrait atténuer l'impact de la hausse des prix de l'énergie. Deuxièmement, investir dans la recherche et le développement pour abaisser le coût des technologies décarbonées est essentiel. Enfin, des politiques fiscales progressistes pourraient redistribuer plus équitablement les coûts et les bénéfices de la transition énergétique.

À long terme, l'objectif serait de parvenir à un modèle où l'énergie décarbonée est non seulement écologiquement durable mais aussi économiquement accessible à toutes les couches de la société. Cela implique un engagement des gouvernements, des entreprises et des consommateurs pour une réflexion profonde sur les moyens de financement et les modèles de subvention.

# Concurrence internationale pour la future Ligne à Grande Vitesse Marrakech-Agadir

La planification de la future Ligne à Grande Vitesse (LGV) reliant Marrakech à Agadir, deux pôles majeurs du tourisme et de l'économie au Maroc, est en train de devenir un théâtre de compétition internationale acharnée.



## Qui sont les principaux prétendants à la réalisation la future Ligne à Grande Vitesse Marrakech-Agadir

Alors que les études d'avant-projet sommaire ont été confiées au cabinet chinois CRDC (China Railway Design Corporation), la phase de construction attire des géants du rail mondial, avec une présence notable d'entreprises espagnoles, chinoises, et françaises.

Ce projet d'envergure, qui s'inscrit dans un contexte de modernisation des infrastructures de transport du Maroc, promet de transformer non seulement les liaisons interurbaines dans la région, mais aussi de dynamiser les connexions régionales en anticipation de la Coupe du monde de football de 2030, événement pour lequel le Maroc pourrait être l'un des co-organisateurs.

La LGV Marrakech-Agadir est envisagée pour jouer un rôle crucial dans la fluidification du trafic, la réduction des temps de trajet et le développement économique de ces régions. Elle vise également à renforcer l'attractivité des zones desservies, en boostant le tourisme et en facilitant les échanges commerciaux.

**Les** firmes espagnoles, fortes de leur expertise reconnue dans le domaine des lignes à grande vitesse, notamment avec la construction de l'extensive réseau AVE en Espagne, sont des concurrents sérieux. Leur proximité géographique et leurs précédentes collaborations avec le Maroc dans des projets de transport offrent à ces entreprises une compréhension fine des enjeux locaux et des attentes spécifiques du marché marocain.

Les entreprises chinoises, déjà impliquées dans les études préliminaires du projet, cherchent à consolider leur présence au Maroc, où elles sont déjà actives dans plusieurs grands projets d'infrastructure. Leur capacité à mener à bien des projets d'envergure rapide et à des coûts compétitifs fait d'elles des concurrents redoutables.

Quant aux firmes françaises, elles misent sur leur savoir-faire historique et leur technologie de pointe dans le secteur ferroviaire. Ayant déjà participé à la réalisation de la LGV Tanger-Casablanca, elles entendent renforcer leur empreinte dans le royaume chérifien, s'appuyant sur une réputation de qualité et d'innovation technologique.



# Enjeux et perspectives de la future Ligne à Grande Vitesse Marrakech-Agadir

Outre l'aspect technique et financier de la construction de la LGV, ce projet s'accompagne de défis socio-économiques importants. Le gouvernement marocain et les entreprises impliquées doivent prendre en compte les impacts environnementaux, les nécessités de formation de la main-d'œuvre locale, ainsi que l'intégration de ce projet dans une stratégie de développement durable et inclusif.

La réussite de ce projet nécessitera une collaboration étroite entre les acteurs internationaux et locaux, une gestion rigoureuse et transparente, ainsi qu'une vision à long terme qui transcende les simples bénéfices économiques immédiats.

## China Railway Design

Corporation s'est vu confier la réalisation d'une étude de conception préliminaire pour un montant de 120 millions de dirhams. Un contrat décroché suite à l'annonce par l'Office national des Chemins de Fer (ONCF) du 10 mai dernier comme date d'ouverture des plis pour l'appel d'offres concernant les études de conception détaillée pour le projet de train à grande vitesse reliant Marrakech à Agadir, couvrant les études de l'infrastructure, du génie civil, de l'équipement ferroviaire, des opérations ferroviaires et des systèmes de gestion ferroviaire.

À mesure que la compétition pour le contrat de construction s'intensifie, l'attention internationale se tourne vers le Maroc, témoignant de l'importance croissante du royaume sur la scène des infrastructures globales. Le projet de la LGV Marrakech-Agadir n'est pas seulement un enjeu national pour le Maroc, mais un symbole de la dynamique de développement que connaît l'Afrique du Nord dans son ensemble.



**ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE**

# Alerte VETO USA

Les États-Unis, encore un veto contre la reconnaissance de l'existence d'un État palestinien.

Les États-Unis, alliés de longue date d'Israël, ont opposé ce jeudi 18 avril au Conseil de sécurité de l'ONU leur veto à un projet de résolution destiné à accorder à la Palestine le statut de membre de plein droit des Nations unies, une mesure qui serait revenue à reconnaître l'existence d'un État palestinien.

**ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE**

Le projet de résolution "recommande à l'Assemblée générale que l'Etat de Palestine soit admis comme membre des Nations unies", a recueilli 12 votes pour, 1 contre et 2 abstentions (Royaume-Uni et Suisse)..

Les Palestiniens disposent actuellement du statut d'observateur aux Nations unies - une reconnaissance de facto de l'existence d'un État palestinien -, accordé par l'Assemblée générale de l'ONU en 2012.

Toutefois, le statut de membre de plein droit est attribué seulement si le Conseil de sécurité puis les deux tiers de l'Assemblée générale l'approuvent. Pour être adopté, tout texte doit être approuvé par au moins neuf des 15 membres du Conseil de sécurité et ne pas faire l'objet d'un veto de la part d'un des cinq membres permanents - États-Unis, Royaume-Uni, France, Russie et Chine.

**ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE**

# L'industrie aéronautique marocaine s'envole

Le Maroc, Nouveau Carrefour Mondial  
de la Conversion Aéronautique



**L'industrie aéronautique marocaine est en pleine expansion, attirant l'attention mondiale grâce à des collaborations stratégiques qui redéfinissent le secteur. Le dernier développement en date est la collaboration entre Kansas Modification Center, LLC (KMC), Stratos Industries et Integrated Aerospace Alliance, LLC (IAA) pour la conversion d'avions de ligne en avions-cargos (P2F) du modèle Boeing 777-300ER. Ce projet prometteur est le fruit d'un engagement envers l'innovation et la croissance, s'alignant avec les capacités industrielles montantes du Maroc dans ce domaine.**

Cette initiative verra le développement d'une installation de production à l'aéroport international Mohammed V de Casablanca, un choix stratégique vu sa position géographique avantageuse entre l'Europe, le Moyen-Orient et l'Afrique. L'installation prévoit la construction de trois hangars pour gros-porteurs par Stratos, permettant à KMC de multiplier sa production jusqu'à huit 777-300ER P2F supplémentaires par an. Ce projet non seulement répond à la demande croissante pour des avions cargos mais renforce aussi la position du Maroc comme un hub aéronautique de premier plan.

L'expansion ne s'arrête pas là. Un autre partenaire stratégique de Stratos construira et exploitera un hangar de peinture pour gros-porteurs, renforçant davantage les infrastructures locales et la capacité de service. Les détails spécifiques de ces partenariats et infrastructures seront rendus publics ultérieurement, promettant d'enrichir encore l'écosystème aéronautique marocain.

Les acteurs de ce projet ne sont pas des novices dans le secteur. KMC a collaboré avec le leader de l'industrie aérospatiale NIAR/WERX et l'Université d'État de Wichita pour obtenir un certificat de type supplémentaire (STC), essentiel pour la conversion du 777-300ER P2F. NIAR/WERX, avec plus de 800 ingénieurs et un personnel de près de 1,500 personnes, apporte une expertise considérable au projet. Avec l'approbation de la Federal Aviation Administration (FAA) déjà en poche pour plusieurs aspects du programme de conversion, KMC se positionne fermement pour une exécution réussie.

- Stratos, de son côté, ambitionne de devenir un leader dans l'aérospatiale et la défense au Maroc et en Afrique en investissant dans des technologies clés. En tant que principal fournisseur de solutions techniques dans la région, Stratos adopte une approche intégrée pour fournir des services d'ingénierie, de fabrication et de maintenance, réparation et opérations (MRO), essentiels pour le soutien des compagnies aériennes et des avions de mission spéciale du gouvernement.

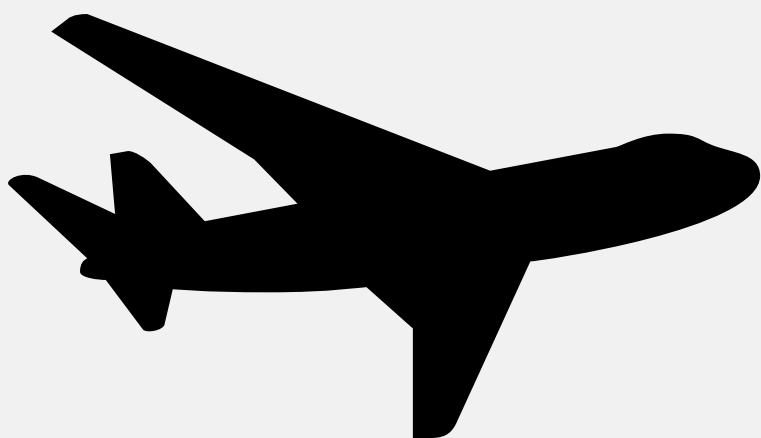


# Le Maroc, Nouveau Carrefour Mondial de la Conversion Aéronautique

IAA apporte également son expertise en ingénierie, certification et gestion de projets, ayant travaillé sur des projets variés dans le monde entier. Leur expérience couvre la gestion d'aéroports, la finition intérieure des avions VVIP/VIP, ainsi que la conception et les certifications STC.



L'impact de cette collaboration ne se limite pas à l'augmentation des capacités de production. Elle symbolise une avancée significative dans la stratégie de développement industriel du Maroc, attirant des investissements étrangers et créant des emplois hautement qualifiés. L'initiative est également un témoignage de la confiance croissante des partenaires internationaux dans le potentiel marocain.



En conclusion, ce partenariat stratégique entre KMC, Stratos et IAA est un pas audacieux vers la transformation de l'industrie aéronautique au Maroc. En tirant parti des capacités locales et de l'expertise internationale, ce projet n'est pas seulement une expansion industrielle, mais un moteur potentiel de croissance économique et d'innovation technologique dans la région. Il marque un chapitre passionnant pour le Maroc, qui s'affirme de plus en plus comme un acteur clé sur la scène aéronautique mondiale.

# La demande mondiale de pétrole révisée à la baisse



Dans une étude publiée en janvier, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) avait projeté une hausse de la demande pétrolière globale de 1,24 million b/j en 2024. Elle estime que cette prévision de 180 000 b/j supérieure à sa projection précédente n'est plus tenable.

L'Agence internationale de l'énergie (AIE) a actualisé à la baisse, dans son rapport mensuel publié vendredi 12 avril, la projection qu'elle avait formulée plus tôt cette année concernant l'évolution de la demande d'or noir tout au long de l'année 2024.



**« La croissance de la demande mondiale de pétrole est actuellement en plein ralentissement et devrait tomber à 1,2 million b/j cette année et à 1,1 million b/j en 2025, ce qui permettrait d'envisager un pic de consommation au cours de cette décennie »**

L'AIE pense qu'une augmentation de la demande pétrolière comme elle l'anticipait n'est plus tenable, en raison de la faiblesse de la consommation de pétrole et du déclin observé des activités dans le secteur industriel des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

De plus, l'institution indique que le rôle décroissant de la Chine dans sa contribution à la demande mondiale de pétrole qui est passée de 79 % en 2023 à 45 % en 2024 et devrait encore chuter à 27 % l'année prochaine, soutient cette perspective.

L'AIE estime ainsi que « le ralentissement de la croissance de la demande chinoise et les progrès considérables réalisés dans le déploiement des technologies de transition vers les énergies propres signifient que le marché pétrolier est prêt à entrer dans une nouvelle période de transformation lourde de conséquences », même si l'économie mondiale reste très dépendante de l'exploitation pétrolière.

Notons que les projections révisées de l'AIE concernant la croissance de demande pétrolière globale, contrastent avec celles de l'organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) qui a maintenu ses estimations de croissance de la demande mondiale de pétrole à 2,2 millions b/j pour 2024.



International  
Energy Agency



# BYD : Guerre des prix et subventions chinoises pour écraser le marché des VE ?

**Le géant chinois BYD bouscule le marché des voitures électriques avec une stratégie agressive : prix bas, volumes élevés et subventions gouvernementales.**



## **Une stratégie de "gagnant-preneur-tout" :**

Alors que les constructeurs occidentaux cherchent à maximiser leurs profits par véhicule vendu, BYD se concentre sur la conquête de parts de marché. La marque affiche une marge bénéficiaire moyenne de 1 250 dollars par modèle, bien loin des 8 250 dollars de Tesla. Mais pour BYD, l'objectif est clair : devenir le leader incontesté du marché des VE.

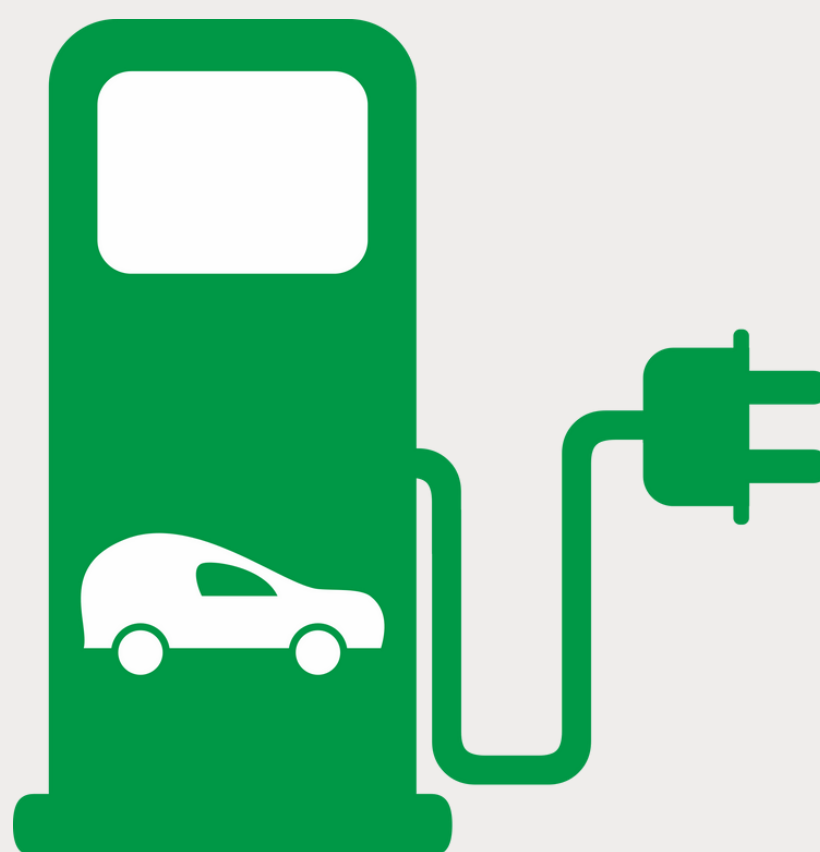
Cette stratégie n'est pas nouvelle dans le paysage économique chinois. Des secteurs comme le vélo en libre-service, la livraison de nourriture ou encore le covoiturage ont tous connu des guerres des prix impitoyables, où seuls les plus robustes survivent. BYD applique ce même principe à l'industrie automobile, inondant le marché de VE à bas prix.

Pour l'instant, la stratégie de BYD semble porter ses fruits. Le constructeur enchaîne les records de vente, avec plus de 300 000 véhicules écoulés en mars 2024. Un succès qui s'explique en partie par les généreuses subventions gouvernementales dont bénéficie l'entreprise. Selon une étude allemande, BYD aurait reçu plus de trois milliards d'euros d'aides de la part de Pékin.

Face à cette domination croissante de BYD et aux soupçons de concurrence déloyale, l'Union européenne a ouvert une enquête. Des droits de douane plus élevés pourraient être imposés aux véhicules chinois en guise de riposte.

La stratégie de BYD est-elle durable ? La question reste ouverte. Les marges bénéficiaires faibles pourraient devenir un problème à long terme. D'autant plus que l'Europe et les États-Unis prennent des mesures pour contrer l'offensive chinoise.

BYD a bousculé le marché des voitures électriques en quelques années seulement. Reste à savoir si le géant chinois parviendra à conserver son avance face à des concurrents occidentaux qui se mobilisent pour défendre leurs positions.





YOUSSEF EL MADDARSI, DIRECTEUR GÉNÉRAL  
DE NAORIS CONSULTING

---

L'entreprise américaine Naoris,  
spécialisée dans la cybersécurité, la  
blockchain et l'IA, s'installe au Maroc

**« Le Maroc doit mettre en œuvre des  
réglementations et des systèmes de  
surveillance pour gérer le  
développement et le déploiement de  
l'IA de manière responsable »**

# سيق وقيس

20 Avril 2024

# Rapport de la semaine

Les indicateurs sociaux du Maroc, Edition 2024 » présente un ensemble d'indicateurs essentiels liés à l'économie, à la création et à la répartition de la richesse, ainsi qu'à l'inclusion sociale



**Télécharger le rapport complet en PDF ou feuilleter en ligne la publication**

# Géopolitique de l'intelligence artificielle

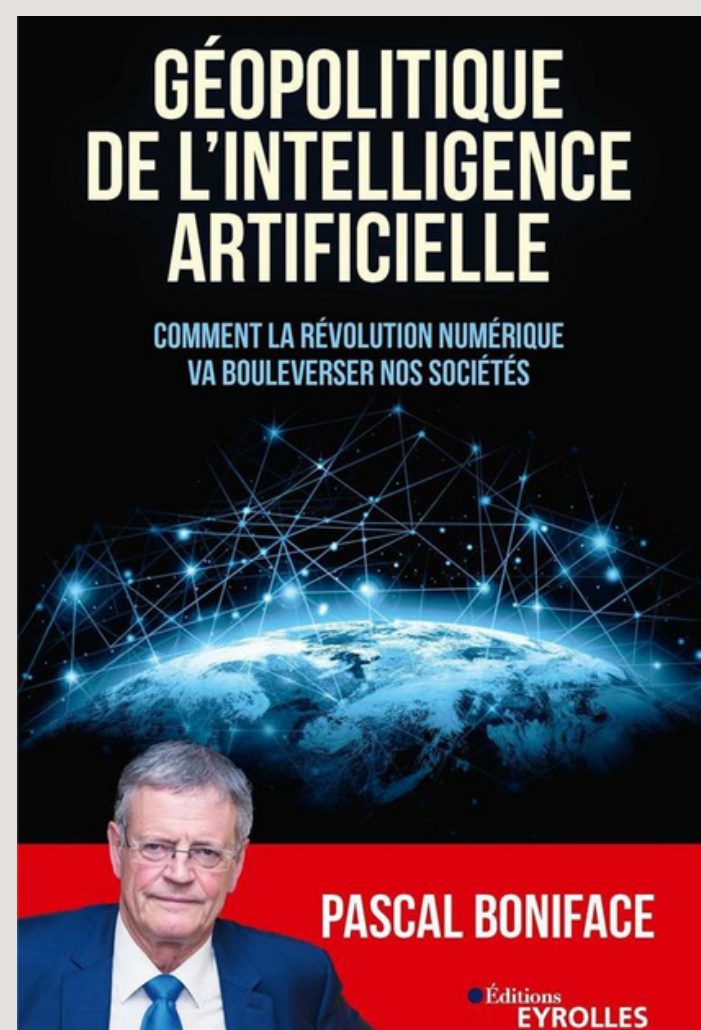
## Livre de la semaine

L'actuelle révolution numérique va bouleverser nos conditions de vie autant que les rapports de force internationaux. L'intelligence artificielle va-t-elle créer une corne d'abondance dans laquelle chacun pourra se servir ? Ou au contraire intensifier les inégalités à un stade inconnu pour l'humanité, opposant une poignée de nantis richissimes aux multitudes privées d'emploi et démunies ? Va-t-elle garantir l'autonomie à chacun ou réaliser le cauchemar de 1984, une société totalitaire où la vie privée n'existe plus ? Les géants du digital d'à peine vingt ans d'existence sont devenus de véritables superpuissances. L'IA est la nouvelle frontière du duel entre la Chine et les Etats-Unis. Que peuvent faire la France et l'Europe ? Dans un ouvrage accessible, documenté et vivant, Pascal Boniface vient éclairer les enjeux sociétaux et géopolitiques encore trop peu débattus de l'intelligence artificielle

Pascal Boniface est un géopolitologue français, fondateur et directeur de l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS).

Il est diplômé d'études approfondies en science politique et docteur en droit.

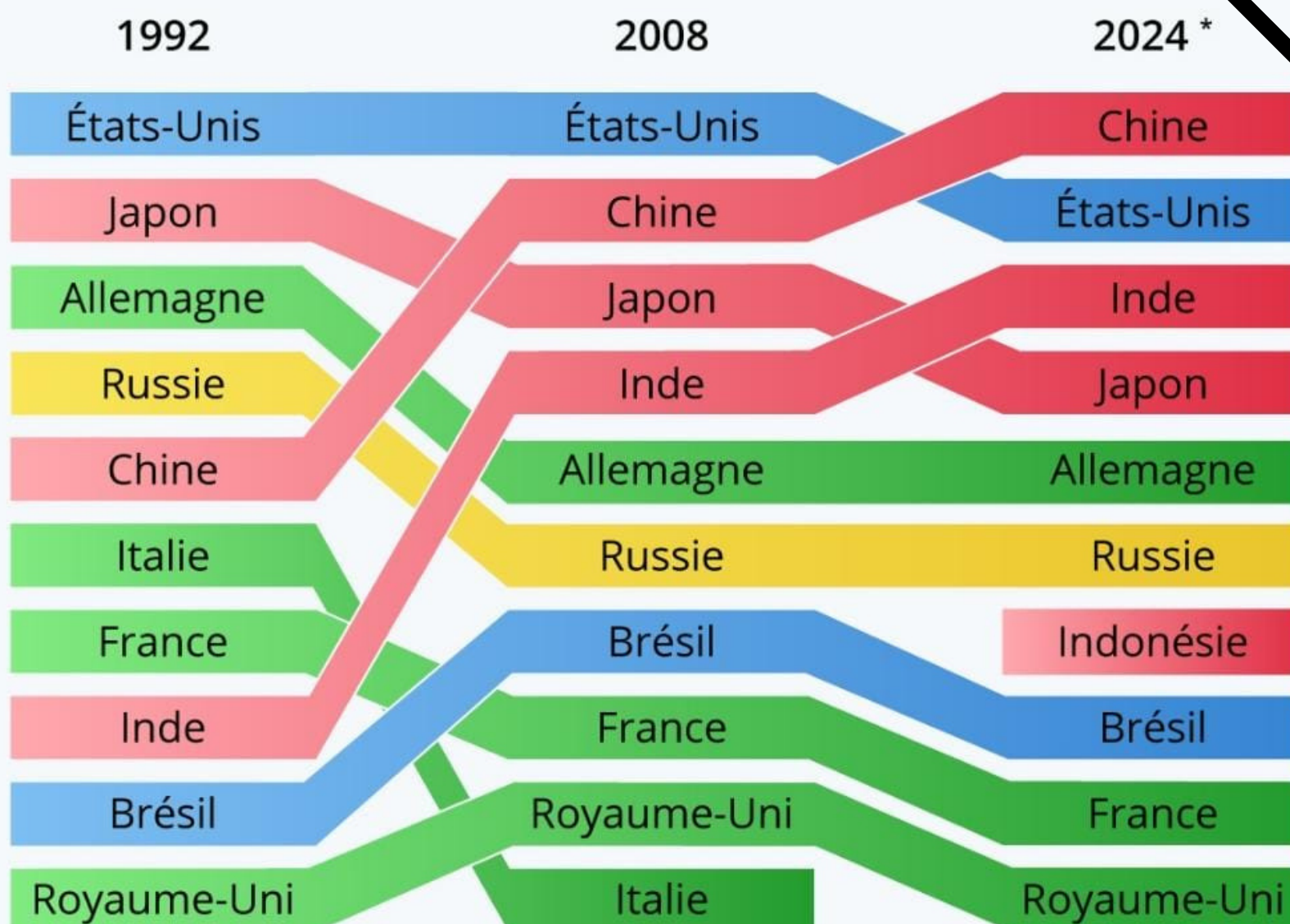
De 1988 à 1992, il est conseiller dans les cabinets ministériels de Jean-Pierre Chevènement, alors ministre de la Défense, puis de Pierre Joxe lors de ses ministères à l'Intérieur et la Défense.



# Les grandes puissances économiques au fil du temps

Évolution du classement mondial des pays selon le PIB mesuré en parité de pouvoir d'achat

■ Asie ■ Europe ■ Amériques ■ Russie



Les Etats-Unis sont en tête à la première place, avec un PIB de 26 185 milliards de dollars et une croissance prévue en 2024, de 2,10% par rapport à 2023. La Chine se place en deuxième position avec un PIB de 21 643 milliards de dollars et une croissance de 3% pour l'année 2024. Le Top3 est complété par le Japon avec un PIB de 4 365 milliards de dollars. Cependant, cela s'accompagne d'une croissance du PIB faible : 1%.

Ensuite, l'Allemagne est quatrième avec une hausse de son PIB de 1,8% pour cette année. Après, l'Inde est à la 5ème place avec une croissance de 7% prévue en 2024, soit la plus forte de celle observée dans ce classement. La France est 7ème, juste derrière le Royaume-Uni qui affiche une croissance de 4,10%, malgré une forte inflation. En France, le PIB va augmenter de 2,6% par rapport à 2023.

Enfin, dans le reste du top 10, il faut noter la présence de la Russie à la 9ème place, qui est le seul pays à avoir une perspective de croissance négative pour l'année 2024, à cause de la guerre en Ukraine. Le Brésil est 10ème et fait son retour dans le Top10 au détriment de l'Italie qui en sort.



# LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

## 77 ans

U Le Maroc a atteint une espérance de vie très élevée,

Le Maroc a atteint une espérance de vie très élevée, selon les projections du HCP, qui note qu'elle s'élèverait à 77 ans, marquant un jalon significatif dans l'amélioration des conditions de vie des marocains.

Cette progression est particulièrement notable chez les femmes, qui bénéficient d'une espérance de vie moyenne de 77,6 ans, légèrement supérieure à celle des hommes, évaluée à 76,4 ans.

Cette différence s'explique en partie par la baisse des taux de mortalité et par l'amélioration continue des conditions de vie, ainsi que par l'augmentation du nombre d'établissements de santé à travers le pays.

# 1960

## 48 ans

# 2000

Espérance de vie

Femmes 68,53

Hommes 65,14

## SMS

### Royal Air Maroc et Safran inaugurent l'extension du site de maintenance de Nouaceur

Safran Aircraft Engine Services Morocco (SAESM) et Royal Air Maroc ont inauguré l'extension du site de maintenance de Nouaceur à l'aéroport Mohammed V de Casablanca, augmentant le nombre d'opérations de maintenance et créant une centaine d'emplois d'ici 2026.

L'expansion vise à renforcer la position de SAESM en tant que centre d'excellence pour les moteurs CFM56. En parallèle, des investissements dans les énergies renouvelables visent à réduire les émissions de CO2 du site.

### Les caisses de l'État se sont bien remplies au cours du premier trimestre

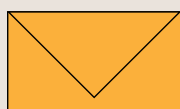
Le dernier bulletin mensuel de statistiques des finances publiques fait ressortir un excédent du Trésor de plus 16 MMDH, ainsi qu'un solde ordinaire positif de quelque 19 MMDH, contre 5,8 MMDH un an auparavant. Alors que le revenu des ménages reste toujours impacté par la vague inflationniste, l'excédent encaissé par le Trésor devrait servir, entre autres, à élargir la couverture sociale et à améliorer le service public, sans oublier la reconstruction de la région d'Al-Haouz ou encore l'atténuation des conséquences de la sécheresse.

### PayTic annonce un partenariat stratégique avec CIH BANK

La startup PayTic renforce son positionnement sur le marché marocain. Elle vient d'annoncer un partenariat stratégique avec CIH BANK. "En tant que l'une des banques numériques les plus importantes d'Afrique du Nord, comptant plus de 1,2 million de clients actifs, CIH Bank a choisi PayTic comme solution de back-office pour soutenir ses objectifs de croissance pour 2024. PayTic jouera un rôle essentiel pour CIH BANK en automatisant leurs litiges, réconciliations et déclarations trimestrielles.", souligne la fintech.

Fondée et dirigée par Imad Boumahdi, CEO et fondateur, PayTic, présente à Casablanca, à Charlottetown, et prochainement à Londres, se distingue en tant que fintech innovante axée sur la révolution du back office monétaire des émetteurs de cartes de paiement, visant à stimuler leur croissance.

La plateforme est conçue pour aider les banques, les coopératives de crédit et les entreprises fintech à gérer efficacement leurs programmes de cartes de paiement. Pour rappel, en février dernier CDG Invest avait annoncé son entrée au capital de la startup PayTic



### Nouveau forage de gaz dans le bassin du Rharb

Au Maroc, la compagnie SDX Energy a annoncé mercredi 3 avril, qu'elle a engagé une nouvelle opération de forage dans le bassin du Rharb. Ces travaux concernent particulièrement le puits Beni Malek-2 (BMK-2).

Foré à environ 1,5 km du puits d'exploration BMK-1, BMK-2 cible trois réservoirs empilés dans la formation géologique de Guebbas et identifiés lors d'une précédente campagne de relevés sismiques 3D. SDX n'a pas précisé la durée du forage qui devrait s'exécuter jusqu'à 1 470 mètres de profondeur.

Comme ce fut le cas avec le puits KSR-21 également foré il y a quelques mois dans le bassin marocain du Rharb, SDX Energy table sur un résultat positif afin de répondre à la demande croissante de gaz de CITIC Dicastal, son principal client.

Depuis qu'elle s'est séparée de ses actifs gaziers égyptiens en septembre 2023, SDX Energy mise sur ses actifs du Maroc où elle travaille activement à se positionner comme l'un des plus importants fournisseurs de gaz.

### Le FMI projette une croissance de 3,1% en 2024 et 3,3% en 2025

Le Maroc devrait connaître une croissance de 3,1% cette année et 3,3% en 2025, selon les projections du Fonds monétaire international (FMI) publiées mardi dans sa mise à jour des perspectives de l'économie mondiale.

Dans ce rapport rendu public à l'occasion de ses réunions de printemps à Washington avec la Banque mondiale, l'institution financière internationale prévoit une inflation établie à 2,2% en 2024 et à 2,5% en 2025.

S'agissant du taux de chômage, il devrait atteindre 12% cette année avant de baisser légèrement à 11,5% en 2025.

Le FMI anticipe que le solde du compte courant du Royaume va s'établir à -2,6% en 2024 puis à -2,9% l'année suivante.

Au niveau de la région Moyen-Orient et Asie centrale, la croissance devrait atteindre 2,8% cette année et 4,2% en 2025, alors qu'en Afrique subsaharienne, le taux de croissance se chiffre à 3,8% en 2024 et à 4% l'année suivante.

Par ailleurs, l'institution de Bretton Woods anticipe une croissance mondiale résiliente pour 2024 et 2025 autour de 3,2%, estimant que la plupart des indicateurs semblent annoncer un « atterrissage en douceur ».

Cette croissance demeure « inégale » au regard des nombreuses difficultés à l'horizon, dont les conflits qui « continuent d'entraîner des pertes en vies humaines et d'augmenter l'incertitude », relève l'institution basée à Washington.

D'après les dernières projections, la croissance pour 2024 et 2025 restera stable autour de 3,2 %, et le taux médian d'inflation globale baissera, passant de 2,8 % à la fin de cette année à 2,4 % à la fin de 2025.

La résilience de la croissance et l'accélération de la désinflation s'expliquent par l'évolution favorable de l'offre, notamment « la dissipation des chocs » sur les prix de l'énergie, explique la même source, en relevant l'impact du rebond marqué de l'offre de main-d'œuvre soutenu par des flux d'immigration importants dans de nombreux pays avancés, ainsi que des mesures « décisives » en termes politique monétaire.

« Malgré ces évolutions bienvenues, de nombreuses difficultés persistent et des mesures décisives s'imposent », nuance le FMI qui se dit préoccupé par la hausse des taux d'inflation et les grandes disparités entre les pays en développement à faible revenu et le reste du monde.



# Espace des Opinions

Les nôtres et les vôtres .....

Sur L'ODJ Média

CHRONIQUES



TRIBUNES



ANALYSES



EMISSIONS



PODCASTS

*Le Maroc est mal classé en matière de la « qualité de la vie »*

---

*Réforme des retraites : et si le Dialogue Social en cours nous sortait du carré ... vicieux !!!*

---

*Le renchérissement, conséquence du déni des réalités*

---

*Dépassement du paradigme « Nord-Sud »*

---

*Et si on introduisait le principe de l'intéressement et de la participation dans la révision du code du travail au Maroc*

---

*Pour les ménages marocains l'aspect le plus préoccupant reste la perception du niveau de vie*

## Réforme des retraites : et si le Dialogue Social en cours nous sortait du carré ... vicieux !!!

Dans une démarche salubre d'institutionnalisation du Dialogue Social, le Gouvernement a repris depuis le 26 mars dernier, une nouvelle série de réunions avec les Centrales Syndicales les plus représentatives et la CGEM, pour échanger cette fois, sur des sujets sociaux de la plus haute importance, dont le Pouvoir d'achat, le droit de grève et la réforme des retraites. La perspective étant de parvenir à des décisions qui soient de nature à renforcer notre cohésion sociale et à améliorer la compétitivité de nos entreprises et les performances de notre Économie.

En marge de ce moment social et économique fort, je prends l'initiative de remettre sur la table, l'épineuse et complexe réforme des retraites, tellement ses enjeux sociaux, économiques et financiers sont énormes, tellement les choix et les arbitrages qu'elle peut offrir, ne sont nullement aisés.

Faut-il faire supporter la réforme au salarié et au retraité ou faut-il le faire assumer par l'État et l'entreprise ou encore par les deux compartiments Capital et Travail à la fois ?

C'est autant d'enjeux et de questions qui n'autorisent ni précipitation ni populisme gratuit et qui appellent un sens aigu de responsabilité et de vigilance.

Ce dont il est question aujourd'hui c'est que les fonds des Caisses de retraites ne sont pas élastiques à souhait, tellement il y a moins de travailleurs pour un retraité et donc l'on risque à un horizon immédiat, de ne plus avoir suffisamment de fonds pour honorer les pensions de retraites.

Je me permets de supposer ici que si ce dossier a pris autant de temps c'est que l'on a tous été piégé à tourner autour des mêmes solutions en circulation depuis assez longtemps. Il me paraît donc, plus judicieux de prospecter des voies et moyens en dehors du "carré" actuel.

Sortir du carré c'est voir dans quelle mesure l'on puisse réformer sans pénaliser ni le Capital, en raison du manque de moyens aussi bien chez l'Etat que chez l'entreprise, ni le Travail, en raison du niveau actuel aussi bien des salaires que des pensions.

Sortir du carré c'est porter le focus sur de nouveaux propulseurs, dont je citerai le propulseur de la "longévité" des marocains qui frôle les 80 ans maintenant, le propulseur de gestion des Caisses de retraites, et enfin le propulseur de l'intégration de l'Économie informelle.



Par Najib Mikou

### 1- Propulseur "longévité" et son corollaire, l'âge de départ en retraite :

L'âge de départ en retraite à 60 ans est là depuis que la longévité au Maroc était autour de 49 ans. Tout a changé : le mode de vie, les moyens, les conditions de travail, la santé, l'état d'esprit, les rapports sociaux, la durée de vie ...etc.

Bref, TOUT. Et donc rien ne justifie plus aujourd'hui un départ en retraite à 60 ans pour l'homme. Cet âge doit être porté pour celui-ci à 65 ans obligatoire et à 67 ans optionnel. Quant à la femme, et en raison de la pénibilité de toutes ses contraintes personnelles et de ses engagements familiaux, sociaux et professionnels, elle devrait prendre sa retraite à 55 ans obligatoire et à 57 ans optionnel.

Cette mesure pèsera fortement dans l'équation réforme des retraites à travers l'augmentation substantielle et automatique de la masse additionnelle des contributions salariales et patronales qui seraient versées aux Caisses de retraites.



# Réforme des retraites : et si le Dialogue Social en cours nous sortait du carré ... vicieux !!!

## 2- Propulseur "Gestion des Fonds des retraites" :

Il s'agit là du fruit des contributions de plusieurs générations de fonctionnaires de l'État et de salariés du secteur privé, accumulées sur plusieurs décennies de labeur qui atteignent plusieurs centaines de milliards de Dhs. Ne serait-ce pas plus judicieux de prospecter plutôt de nouveaux moyens d'optimiser leur fructification au grand profit de l'Économie nationale et des retraités, au lieu d'aller demander encore plus d'efforts et de sacrifices aux salariés, aux retraités, aux entreprises et à l'État ?!!

Dans cette perspective, il est proposé ce qui suit :

- Mutualisation de la gestion de l'ensemble des fonds des Caisses de retraite publiques et privées à travers la création d'un Fonds Commun d'Investissement qui soit géré par une S.A cotée en bourse, et dont l'actionariat serait ouvert au grand public résident au Maroc et à l'étranger.
- Recherche de l'argent là où il se trouve à flot en orientant l'argent dudit Fonds vers des placements novateurs et plus rentables à travers notamment :
  - le rachat partiel ou total d'une banque publique ou privée de la place,
  - le rachat d'une compagnie d'assurance de la place,
  - l'investissement dans des fonds et projets de l'Etat et/ou pour le compte de l'Etat, certifiés rentables,
  - le placement classique dans des OPCVM, Bons du Trésor, titres cotés en bourse ... etc,
- Soutien des Caisses de retraite publiques par une taxe parafiscale de 0,7% à l'importation.



## 3- Propulseur "intégration de l'Économie informelle" :

Il s'agit là d'un gisement dormant à plus d'un titre, qui peut être secoué par la mise en œuvre d'une réforme intégrative de quelques millions d'entreprises et de ... travailleurs dans l'Économie formelle, en trois étapes complémentaires qui s'enchaînent :

- une 1ère étape d'amnistie de 3 ans pour permettre à l'ensemble des opérateurs de cette Économie de s'y préparer,
- une 2ème étape de déclaration des salariés à la CNSS qui durera 3 ans, à raison de 1/3 du taux par an,
- et une 3ème étape de paiement graduel de l'IS ou de la contribution minimale sur 4 ans.

Nul besoin de rappeler ici tous les avantages de cette intégration sur l'Économie nationale, sur les recettes fiscales de l'Etat, sur les Caisses de retraites et sur tous nos salariés et fonctionnaires.

Il est à relever pour conclure, que tout ce dispositif alternatif de sauvetage des Caisses de retraites, ne repose en rien ni sur le Capital ni sur le Travail. Bien au contraire, il préserve leur situation actuelle et permet aux Caisses de retraites de devenir un grand acteur de l'Économie nationale et un garant pérenne de pensions de retraite dignes, sans que cela ne soit au dépend des salariés et retraités actuels et des générations futures.

# PODCAST POLITIQUE DE LA SEMAINE

## **Le renchérissement, conséquence du déli des réalités**



Le monde entier attend, non sans inquiétudes, une très probable frappe de l'Iran en réaction au bombardement par Israël de son consulat à Damas, le 1er avril, et la contre-représailles qu'elle pourrait susciter.

Israël n'a pas laissé à l'Iran d'autres choix que de s'impliquer directement dans le conflit en cours au Moyen Orient pour la simple raison que le gouvernement Netanyahu n'a lui-même d'autres choix que de chercher à élargir ledit conflit à l'ensemble de la région.

Par Ahmed Naji



## Conférence politique de la semaine

**DÉPASSEMENT DU PARADIGME « NORD-SUD »**

**NIZAR BARAKA, VICE-PRÉSIDENT DE L'IDC, BRAQUE LES PROJECTEURS SUR LES AVANCÉES ET LES DÉFIS DE LA DÉMOCRATIE**

## ANALYSE

# LE MAROC EST MAL CLASSÉ EN MATIÈRE DE LA « QUALITÉ DE LA VIE »

Par hasard, je suis tombé sur un site américain, CEOWORLD Magazine pour ne pas le nommer, qui publie des informations très utiles sur différents pays et sur une série de sujets très variés touchant la vie courante, la culture, l'éducation, la démographie, l'économie, les finances, le pouvoir...

Le site publie également une fiche-pays, mise à jour, destinée aux investisseurs et aux hommes d'affaires exposant d'une façon synthétique les forces et les faiblesses ainsi que les perspectives macro-économiques à court terme. Bien sûr, même si on ne précise pas les sources des données, on prend le soin néanmoins d'exposer la méthodologie suivie pour chaque question étudiée. Le classement établi entre différents pays sur chacun des domaines étudiés permet de procéder à des comparaisons et de tirer les enseignements qui s'imposent.

**Par Abdeslam Seddiki.**



## Le Maroc est mal classé en matière de la « qualité de la vie »

Voyons comment se situe notre pays en termes de « qualité de la vie ». Le classement est basé sur les perceptions de plus de 258 000 personnes dans le monde, qui ont été invitées à évaluer 199 pays sur la base de dix paramètres allant de la stabilité à la transparence en passant par l'égalité. Le classement mesure la perception globale des nations qui contribuent le plus au PIB mondial. Ainsi, à de rares exceptions, ce sont les pays de petite et moyenne taille qui offrent une meilleure qualité de la vie.

Sur les dix premiers pays, seuls les Etats-Unis comme grand pays figure à la neuvième place. Le premier rang, occupé par Monaco est attribué à sa sécurité, sa stabilité politique et son système de santé publique bien développé. Le premier pays arabe, Qatar, occupe la 8ème place. Le classement de Cuba, au rang 17, peut surprendre plus d'un, bien avant la France qui est reléguée à la 29ème place. Le Maroc occupe une place peu enviable, 130 !!

D'ailleurs, ce classement n'est pas loin de celui réalisé régulièrement par le « world Happiness Report » créé par l'ONU pour mesurer l'aptitude au bonheur en élaborant un « indice du bonheur humain » (IBH) qui vient compléter l'indice du développement humain (IDH). Les paramètres pris en considération sont : la richesse, l'espérance de vie en bonne santé, la solidarité, le respect des libertés individuelles, la générosité ambiante et la confiance envers les institutions en prenant en considération le niveau de la corruption.

La Finlande y occupe pour la septième fois consécutive la première place. On s'interroge pourquoi les Finlandais ? La réponse est simple : « l'essentiel de leur sérénité réside dans la confiance communautaire », écrivent les rédacteurs du rapport. Par exemple, une personne peut perdre son porte-monnaie, il lui sera remis dans peu de temps !

### WHY?



Le dernier classement publié porte sur la moyenne 2020-2022 est sans surprise aucune :

**la Finlande, le Danemark et l'Islande occupent les trois premières places.**

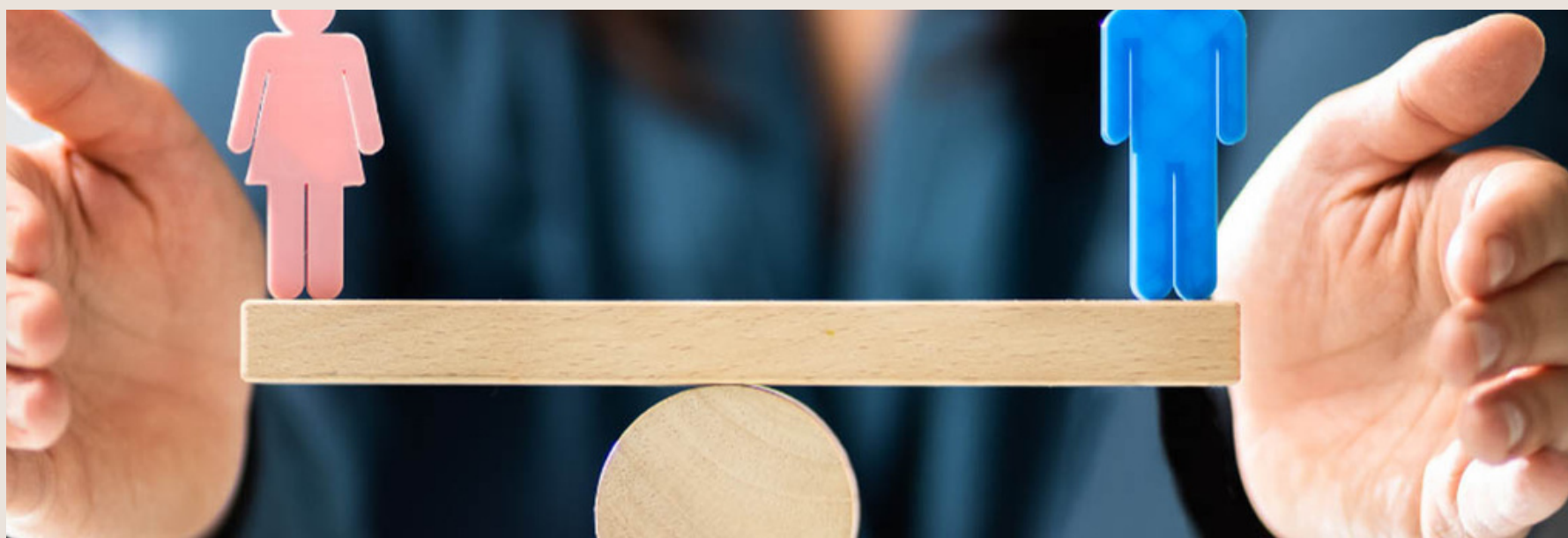
Le premier pays arabe, en l'occurrence les Emirats Arabes Unis, sont classés au rang 26, vient après l'Arabie saoudite au rang 30.

Le Maroc est loin derrière eux à la position 100, il arrive juste après la Palestine (99) et suivi de près par notre voisin du Sud qui occupe la position 103. A noter que le nombre de pays retenus est de 137. Et c'est l'Afghanistan qui ferme la marche.

En prenant cette fois-ci le classement des 500 meilleures universités, la situation est franchement préoccupante, non seulement pour le Maroc, mais pour l'ensemble des pays arabes et des pays du « Sud » en général.

Les critères pondérés pris en considération sont au nombre de sept : Influence mondiale perçue (20 %) ; Réponses des recruteurs (20 %) ; Commentaires des employeurs (10 %) ; Taux d'insertion sur le marché du travail (10 %) ; Admissibilité (10%) ; Spécialisation (10%) ; Réputation académique (20%). Sur cette base, les USA dominent le podium : sur les 10 premières universités, 6 sont américaines, 3 anglaises et une suisse.

La meilleure université Chinoise occupe le rang 29. La meilleure université allemande arrive à la 47ème place.



## Le Maroc est mal classé en matière de la « qualité de la vie »

La France, grâce à l'ENA (Ecole Nationale d'Administration) occupe le rang 52. Sur les 100 premières universités, on ne trouve aucun pays appartenant au « Sud Global » : l'Inde arrive au rang 129, juste devant la Russie (134) et le Brésil (150).

La première université arabe est Saoudienne (King Abdelaziz University) : elle occupe le rang 213. La deuxième est libanaise mais elle n'a de Libanais que le lieu : American University of Beirut. Qatar arrive de loin avec Qatar University, au rang 413 et l'Université des Emirats Arabes Unis occupent l'une des dernières places (494).

Le Maroc qui a construit la première université au monde en 859 et qui est toujours en activité est malheureusement absent de ce classement comme c'est le cas de la majorité des pays arabes. Il faut aller au-delà de 1000, pour voir apparaître le nom d'une université marocaine (d'après le classement du magazine anglais Times Higher Education).

Qu'on ne vienne pas discourir sur la compétitivité et le positionnement dans les chaînes de valeur mondiales. C'est avec les chevaux de race qu'on gagne la course !

En survolant les différents classements de Ceoworld Magazine, on est frappé par le score modeste obtenu par notre pays : 140 sur 194 pays parmi « les pays les plus boisés au monde » ; 65 sur 192 parmi les « pays où il fait beau pour les personnes âgées (plus de 60 ans) de vivre » ; 60 sur 142 parmi les « pays les plus influents ».

Ce dernier classement est établi sur la base d'une enquête mondiale auprès de 320 000 experts. Les pays sont classés en fonction de 11 critères, à savoir : la puissance militaire, les alliances internationales, le leadership du pays, le commerce et les voyages internationaux, la puissance économique, la culture du pays, l'influence diplomatique, la diaspora mondiale, l'influence médiatique, l'aide accordée aux pays dans le besoin et le niveau de connexion au reste du monde.

Pour consolation, le Maroc obtient une très bonne note (97/100), ex-aequo avec l'Egypte parmi « les pays les plus (et les moins) religieux ». Il est classé au rang 14, devant de loin l'Arabie Saoudite reléguée au 43ème rang avec une note de 93.





## Et si on introduisait le principe de l'intéressement et de la participation dans la révision du code du travail au Maroc

L'introduction du principe de l'intéressement et de la participation dans la révision du code du travail au Maroc pourrait marquer une évolution significative dans la relation entre employeurs et salariés dans le secteur privé. Ce mécanisme, visant à associer plus étroitement les employés aux résultats financiers de leur entreprise, présente de multiples avantages, tant pour les travailleurs que pour les employeurs. Il repose sur l'octroi aux salariés d'une prime liée à la performance globale de l'entreprise (intéressement) ou d'une part des bénéfices réalisés (participation), favorisant ainsi une meilleure implication des salariés dans la vie et les objectifs de l'entreprise.

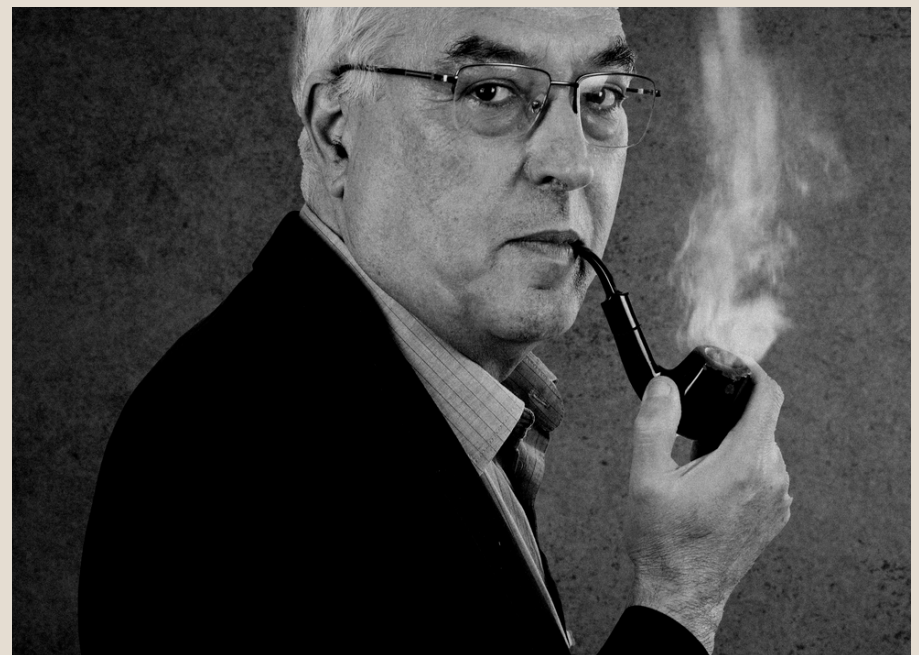
### Le principe et ses avantages

L'intéressement et la participation constituent des outils de management stratégique qui permettent de lier directement la rémunération des salariés à la performance économique de leur entreprise. Ce lien direct entre les efforts des employés et les résultats financiers encourage une plus grande implication et motivation au travail, puisque chaque salarié se voit offrir l'opportunité de bénéficier directement du succès de son entreprise. Cela peut conduire à une amélioration de la productivité, à une baisse de l'absentéisme et à une réduction du turnover, les salariés étant plus enclins à rester dans une entreprise qui les récompense pour leurs efforts et leur implication.

Pour les entreprises, l'adoption de ces mécanismes peut se traduire par une meilleure cohésion d'équipe et une culture d'entreprise renforcée, où les objectifs individuels s'alignent sur les objectifs globaux. Cela peut également servir d'outil attractif pour le recrutement de nouveaux talents, désireux de travailler pour des entreprises offrant des avantages financiers liés à la performance.

Pour réussir l'implémentation de l'intéressement et de la participation au Maroc, il est crucial de définir clairement les modalités de calcul et de distribution des primes. Ces critères doivent être établis en toute transparence et compréhensibles par tous les salariés pour garantir l'équité du système. Typiquement, la participation pourrait être calculée sur la base des bénéfices nets de l'entreprise, tandis que l'intéressement pourrait dépendre de différents indicateurs de performance, tels que l'atteinte d'objectifs de chiffre d'affaires, de qualité de service ou de productivité.

La législation devrait également prévoir des cadres réglementaires flexibles, permettant à chaque entreprise d'adapter le système d'intéressement et de participation à sa situation spécifique. Il pourrait s'agir de définir des plafonds de rémunération ou des minimums garantis, afin de protéger les intérêts des salariés tout en offrant aux entreprises la latitude nécessaire pour concevoir des plans motivants et réalistes.



L'introduction de l'intéressement et de la participation peut avoir un effet positif sur le pouvoir d'achat des salariés, leur offrant une source de revenu supplémentaire liée à la performance de leur entreprise. Cela peut contribuer à une augmentation de la consommation intérieure et à une dynamisation de l'économie nationale, les salariés étant plus enclins à dépenser leur prime dans l'économie locale.

En somme, l'adoption de l'intéressement et de la participation dans le cadre de la révision du code du travail au Maroc offre une opportunité de renforcer le lien entre les salariés et les entreprises, d'améliorer la compétitivité et de contribuer à une répartition plus équitable des richesses produites.

Pour que cette réforme atteigne ses objectifs, il est essentiel d'accompagner son déploiement de mesures d'accompagnement et de formation, tant pour les employeurs que pour les salariés, afin de garantir la compréhension et l'adhésion de tous les acteurs concernés.

**Par Adnane Benchakroun**



## **LE CONTRAT SOCIAL, PIERRE ANGULAIRE DES SOCIÉTÉS MODERNES, REPOSE SUR UN ÉQUILIBRE DÉLICAT ENTRE CAPITAL ET TRAVAIL, UNE DYNAMIQUE ÉTERNELLE ET COMPLEXE.**

À travers l'histoire, ce rapport a constamment évolué, reflétant les changements économiques, sociaux et technologiques de chaque époque. Aujourd'hui plus que jamais, la question de cet équilibre est au cœur des débats, poussée par la mondialisation, l'innovation technologique et les enjeux environnementaux.

Le capital, avec son pouvoir d'investissement et son rôle dans la création de richesses, est souvent vu comme le moteur de l'économie. En revanche, le travail, incarnant l'effort humain et les compétences, est l'essence même de la production et des services. L'équilibre entre ces deux forces définit la répartition des richesses, les conditions de travail et les opportunités économiques au sein de la société.

Les déséquilibres, lorsque l'un prévaut excessivement sur l'autre, peuvent mener à des tensions sociales, à l'inégalité et à l'instabilité. Ainsi, la recherche d'un juste milieu, où le capital stimule l'innovation et la croissance tandis que le travail est récompensé par une juste part des fruits de cette croissance, est cruciale. Cet équilibre est dynamique, nécessitant des ajustements constants pour répondre aux défis émergents et aux aspirations de justice sociale.

Le contrat social moderne doit donc naviguer entre ces forces, en quête d'un équilibre qui favorise une prospérité partagée, la dignité du travail et la viabilité économique. C'est dans cet équilibre que réside la promesse d'une société équitable et harmonieuse, où capital et travail coexistent dans un respect mutuel au bénéfice de tous.



## Pour les ménages marocains l'aspect le plus préoccupant reste la perception du niveau de vie

Au premier trimestre de 2024, les ménages marocains semblent naviguer dans une mer d'incertitudes économiques, parsemée cependant de quelques îlots d'optimisme, selon le dernier rapport du Haut-commissariat au Plan (HCP). Ce baromètre de la confiance des ménages met en lumière une évolution contrastée du moral et des perceptions économiques au Maroc, offrant une fresque riche en nuances et en défis persistants.

Le moral des ménages, mesuré par l'Indice de Confiance des Ménages (ICM), s'établit à 45,3 points au début de l'année, marquant une légère hausse par rapport aux 44,3 points du trimestre précédent. Toutefois, ce chiffre reste inférieur au 46,3 points observés à la même période de l'année précédente, illustrant une détérioration sur une année glissante.

L'aspect le plus préoccupant reste la perception du niveau de vie. Une majorité écrasante de 82,5% des ménages perçoit une dégradation de leur niveau de vie au cours des 12 derniers mois. Cependant, une lueur d'espoir subsiste, avec 9,6% des ménages qui s'attendent à une amélioration dans les 12 prochains mois, une légère hausse par rapport aux prévisions antérieures.

L'ombre du chômage plane toujours avec une forte proportion (83,6%) de ménages anticipant une hausse du chômage dans l'année à venir. Néanmoins, ce sentiment est moins négatif qu'au trimestre précédent, ce qui pourrait suggérer une perception légèrement plus optimiste des perspectives d'emploi à venir.

Concernant les achats de biens durables, 80,7% des ménages jugent le moment inopportun pour de tels investissements, reflétant une prudence face à l'incertitude économique. Cette prudence est également visible dans la gestion des finances personnelles : bien que 55,9% des ménages estiment que leurs revenus couvrent leurs dépenses, un solde d'opinion négatif persiste quant à l'évolution passée et future de la situation financière, soulignant les défis liés au pouvoir d'achat et à l'épargne.



Les prix des produits alimentaires restent une source majeure d'inquiétude pour les ménages, avec 96,9% d'entre eux qui ont noté une augmentation au cours des 12 derniers mois. Malgré cela, l'anticipation d'une augmentation continue est légèrement moins répandue qu'au trimestre précédent.

Le rapport du HCP met en évidence l'importance des indicateurs de perception des ménages en tant qu'outil pour mesurer le pouls de l'économie. Alors que certains signes d'amélioration sont perceptibles, les défis liés au niveau de vie, au chômage et à l'inflation demeurent dominants. Les mois à venir seront cruciaux pour déterminer si ces tendances positives embryonnaires pourront se consolider en une amélioration tangible de la situation économique pour les ménages.

En effet, des experts, comme l'économiste Dr. Amine Saadi, soulignent que "l'optimisme modéré des ménages, malgré les défis économiques, pourrait être le signe précurseur d'une reprise économique, pourvu que les politiques publiques et les initiatives économiques soient alignées avec les besoins des consommateurs."

L'évolution des perceptions des ménages marocains reflète une complexité croissante de l'économie globale et une acuité dans la gestion des attentes et des réalités économiques au quotidien. Le premier trimestre de 2024, avec ses hauts et ses bas, incarne cette dynamique fluctuante mais espère toujours vers un avenir meilleur.



# L'ODJ R212

## LA WEB RADIO

# #MDM

## DES MAROCAINS DU MONDE

# +750.000

## AUDITEURS PAR MOIS

### ÉMISSIONS, PODCASTS & MUSIQUE



DISPONIBLE SUR  
 Google Play

**Télécharger notre application  
mobile sur Android !**



**SCAN ME!**